

Print

Québec, Canada: La mobilisation contre le démantèlement de l'État et les mesures d'austérité s'intensifie

De [Jules Dufour](#)

Global Research, avril 30, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/quebec-canada-la-mobilisation-contre-le-demantelement-de-letat-et-les-mesures-dausterite-sintensifie/5446415>

Depuis quelques années, nous assistons impuissants, dans l'ensemble planétaire, à l'appauvrissement général des peuples. Les pays dits industrialisés et riches subissent maintenant le même sort que les plus pauvres. On voyait déjà, pour eux, il y a dix ans ce processus de « tiermondisation » se pointer à l'horizon. Les masses populaires des travailleurs sont sacrifiées dans un mouvement sans précédent de concentration de la richesse collective entre les mains des pouvoirs financiers. Ce fait a été qualifié de grande imposture et de complot ourdi de façon brutale contre les sociétés et les cultures. Partout c'est un assaut contre le fait politique et social. Une dictature mondiale en plein développement. Dans le continent européen, les mesures d'austérité ont frappé fort dans tous les secteurs d'activités et dans les entreprises à caractère social et communautaire. Des pays comme l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce ont été profondément affectés (mondialisation.ca). C'est dans ce contexte que sont nés le

Movimiento de los Indignados et la contestation générale dans tous les pays avec des manifestations imposantes contre les gouvernements en place et le nouvel ordre imposé. La résistance s'est organisée dans toutes les sphères des activités humaines, une résistance pour stopper cet assaut perpétré contre les sociétés.



Source : <https://www.facebook.com/asse.solidarite/photos/a.397651423594211.117219.124466274246062/1120087244683955/?type=1&theater>

Au Québec, depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral en avril 2014, des réformes ont été dictées et imposées dans tous les secteurs des activités économiques et sociales, mais surtout dans les secteurs des services de santé et d'éducation. Des réformes correspondant à des coupures dans les subventions accordées par l'État, à la réduction des salaires des employés de la fonction publique, à l'augmentation des tarifs pour un très grand nombre de services essentiels, à la diminution des subventions aux collèges et aux universités, à des ponctions importantes dans les régimes de retraite, etc. Tout ceci accompagné par l'élimination ou la suppression de plusieurs organismes voués à la planification et aux actions de développement et, notamment, les Conférences régionales des élus (CRÉ), les Centres locaux de développement (CLD) et les forums jeunesse (voir annexe 1) sans oublier la fusion imposée des commissions scolaires.

Résistance et mobilisation

La résistance à l'ensemble de ces opérations visant le démantèlement de l'État et le processus de privatisation a pris naissance de façon coordonnée au cours des derniers mois. Peu à peu les voix se sont fait entendre et de nombreux appels provenant de tous les milieux économiques, sociaux et politiques ont été lancés avec détermination et courage. Un véritable cri du cœur s'est fait entendre par une série de manifestations organisées un peu partout, elles-mêmes facilitées par les réseaux sociaux. Mentionnons quelques organisations qui n'ont pas cessé de dénoncer les réformes gouvernementales : La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), la Confédération des Syndicats nationaux (CSN), les professeurs des cégeps, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et la Coalition Main Rouge.

Cette mobilisation est venue remettre en question de facto et de façon nette la vision et les orientations du gouvernement au pouvoir. Elle s'inscrit dans la mouvance du printemps étudiant 2012 au Québec, de celle des Indignés (wikipedia.org) et de celle du « 99 social movement » (wikipedia.org). Comme ces derniers, la résistance présentement en voie de formation veut d'abord conserver les acquis sociaux et freiner le processus de démantèlement de l'État qui, lui-même, se fait dans un contexte de privatisation des services publics.

La résistance, à l'instar du Mouvement des Indignés, cherche, de façon inavouée ou ouvertement à « entamer une prise de conscience sur la nature oligarchique des systèmes politiques, à réformer le système économique et financier, à lutter contre l'austérité, à lutter contre la corruption, à réformer les systèmes politiques, à faire une révolution citoyenne, à donner une place médiatique aux citoyens et à exiger et créer de véritables démocraties » (wikipedia.org).

Le 1^{er} mai. Grèves, actions, Mobilisations sociales et perturbations économiques

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics appelle à une journée de grèves, d'actions, de mobilisation

sociale et de perturbations économiques le 1er mai 2015. Les groupes membres de la Coalition et leurs alliés sont invités à s'organiser dans leurs milieux pour que le message lancé au gouvernement soit sans équivoque: non à l'austérité, oui à la redistribution de la richesse.

Des centaines de groupes communautaires, des associations étudiantes et des syndicats seront en grève le 1er mai prochain (Voir la liste provisoire : <http://bit.ly/1Ko3ouk>).

Après les manifestations et la grève du 1er mai le grand dérangement va se poursuivre grâce à l'esprit de résistance des organismes sociaux, des syndicats, des étudiants et de toutes les personnes qui ont compris que le processus de démantèlement de l'État effectué jusqu'à maintenant doit être contrecarré avant qu'il ne soit trop tard. Sous le règne du gouvernement libéral de Jean Charest, entre 2003 et 2011, on appelait cette opération la réingénierie de l'État. Aujourd'hui, on appelle cela de l'austérité pour tous les citoyens salariés et les autres qui n'ont plus accès au marché du travail.

Toutes ces mesures d'austérité sont définies en vue de parvenir à un budget annuel équilibré alors qu'il a été démontré que le recours à des ressources financières importantes approchant les 10 milliards de dollars permettrait d'en finir avec ces mesures austères et destructrices de la société (nonauxhausse.org). D'ailleurs, il a été démontré que les mesures d'austérité effectuées sur le continent européen ont eu un effet fort négatif sur l'économie : « Les experts ont systématiquement sous-estimé l'impact négatif des politiques d'austérité sur la croissance économique, confirme l'économiste en chef du Fonds monétaire international » (ledevoir.com).

Un front commun en émergence?

Cette mobilisation du 1^{er} mai peut s'avérer un catalyseur pour permettre l'émergence d'un front commun qui pourrait enclencher un mouvement de résistance encore plus fort au cours des prochains mois et, avec la rentrée à l'automne, serait susceptible de prendre une grande ampleur. À l'Avant-scène pourraient se profiler toutes les centrales et les fédérations syndicales du Québec, soit la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN); la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD); la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ), le Syndicat Canadien de la fonction publique (SCFP); le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ); l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS); le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA). À ce contingent imposant pourront s'ajouter, notamment, les diverses associations étudiantes collégiales et universitaires et les milliers d'organisations communautaires.

Conclusion

Au cours des derniers mois, les dénonciations des actions gouvernementales posées sans consultation ont fusé de toutes parts. On s'est insurgé devant les très nombreuses coupures budgétaires, la suppression d'organismes de développement essentiels, la hausse de tarifs, la diminution des avantages des régimes de retraite, les coupures de postes de cadres, la diminution des budgets consacrés à la santé. On a exprimé sa colère de mille et une façons et on a fait même appel à une révolte populaire. Les coupures, en effet, se sont succédées sans relâche jusqu'à maintenant. À titre d'exemples mentionnons qu'en juin 2014 des coupures de 4,7 millions de dollars sont effectuées dans le programme d'intégration et à la francisation des immigrants et qu'en octobre 2014 le gouvernement effectuait une coupure de 211 millions de dollars dans l'aide sociale et une autre de 172 millions de dollars dans les budgets des universités.

Les dispositions du budget 2015-2016 se sont avérées une continuation des mêmes politiques appliquées au cours de l'année précédente. On assiste ainsi à « Un gel des dépenses en éducation et une augmentation d'à peine 1,4 % en santé, cela signifie des coupes massives à venir dans ces réseaux; on peut craindre qu'elles soient deux fois pires que celles imposées cette année. Si les Québécois pensaient que les coupes avaient fait mal l'an dernier, ils n'avaient rien vu. On devra faire face aux plus importantes coupes des 15 dernières années. Comment prétendre que l'éducation et l'enseignement supérieur sont essentiels à notre développement économique, alors qu'une augmentation de 30 millions seulement leur est consacrée? Visiblement, les familles de la classe moyenne et les plus vulnérables paient encore pour l'austérité libérale », a ajouté Alain Therrien » (député de Sanguinet) (lavantage.qc.ca).

Heureusement, trois voix, trois députés de Québec Solidaire, se font entendre dans l'enceinte de l'Assemblée nationale pour dénoncer cette situation générale qui met en péril les acquis sociaux et pour faire valoir la contribution indispensable et précieuse des 3 000 organismes communautaires pour le mieux-être de la société. Ces députés ne manquent pas une occasion d'exposer l'impact négatif des réformes austères et imposées qui s'exercent sur l'ensemble de nos institutions et sur la vie des citoyens et de rappeler aux députés et ministres la nécessité de respecter les règles démocratiques fondamentales et participatives qui ont prévalu jusqu'à maintenant dans l'arbitrage nécessaire entourant l'adoption des projets de loi, le tout régi par les règles du droit.

Le 1^{er} mai, Journée internationale des travailleurs et des travailleuses, sera sans contredit une grande occasion de manifester mécontentement, insatisfaction, indignation et colère. Le mot d'ordre est donné pour un geste de solidarité et ce pour le bien-être de tous les Québécois.

Jules Dufour

Centre de recherche sur la Mondialisation.

Pour les lieux et les heures de rassemblement voir le site :

<http://www.pressegauche.org/spip.php?article21826#.VUDeIL6x0yl.facebook>



Références

- AFP. 2015. *L'austérité nuit surtout aux femmes, selon l'ONU*. L'APRESSE.CA. Le 27 avril 2015. En ligne : <http://affaires.lapresse.ca/economie/international/201504/27/01-4864759-lausterite-nuit-surtout-aux-femmes-selon-lonu.php>
- COALITION MAIN ROUGE. 2015. *10 milliards de solutions. Document sur les solutions fiscales de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics*. Document mis à jour : Février 2015. En ligne : <http://nonauxhausses.org/wp-content/uploads/Document10milliards2015.pdf>
- COALISATION OPPOSÉE À LA TARIFICATION. 2015. *Organisations en grève le 1er mai*. ACTUALITÉ. En ligne : <http://nonauxhausses.org/2015/04/12/organisationsgreve1mai/#more-3355>
- DESROSIERS, Éric. 2013. *Austérité, l'échec des experts. Les économistes ont sous-évalué l'impact négatif de la rigueur budgétaire*. Journal Le Devoir, le 8 janvier 2013. En ligne : <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/367811/austerite-lechec-des-experts>
- DION-VIENS, Daphnée. 2015. *Grève illégale dans des cégeps de Québec le 1er mai*. En ligne : <http://www.journaldemontreal.com/2015/04/24/greve-illegale-dans-des-cegeps-de-quebec-le-1er-mai>
- DUFOUR, Jules. 2010. *2011. Crise du capitalisme hégémonique. Appauvrissement, faim et plus grande vulnérabilité des zones de vie*. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 28 décembre 2010. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/2011-crise-du-capitalisme-h-q-monique/22539>
- DUFOUR, Jules. 2011. *Un automne noir pour les Européens : Coups d'état des pouvoirs financiers*. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 18 novembre 2011. En ligne : <http://www.mondialisation.ca/un-automne-noir-pour-les-europ-ens-coups-d-tat-des-pouvoirs-financiers/27739>
- FITZGERALD, Laura. 2015. *Mobilisation massive en Irlande contre l'austérité : no way, we won't pay !* Socialist Party. ENSEMBLE. En ligne : <https://www.ensemble-fdg.org/content/mobilisation-massive-en-irlande-contre-laustreit-no-way-we-wont-pay>
- GANZMANN, Hélène. 2015. *Grève sociale du 1er mai 2015. Répétition générale avant une grève à l'automne?* Le Devoir, le 25 avril 2015. En ligne : http://www.ledevoir.com/economie/emploi/438054/greve-sociale-du-1er-mai-2015-repetition-generale-avant-une-greve-a-l-automne?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+fluxdudevoir+%28Le+fil+de+presse+du+Devoir%29
- IMACON – MARQUIS, René. 2015. *Grève sociale: 30 heures d'actions jeudi et vendredi*. LA TRIBUNE. Le 27 avril 2015. En ligne : <http://www.lapresse.ca/la-tribune/sherbrooke/201504/27/01-4864796-greve-sociale-30-heures-dactions-jeudi-et-vendredi.php>
- LE JOURNAL DE JOLIETTE. 2015. *Fermeture des forums jeunesse : "les libéraux abandonnent nos jeunes" affirment les députés de Lanaudière*. Le 27 avril 2015. En ligne : <http://www.lejournaldejoliette.ca/actualites/politique/218614/fermeture-des-forums-jeunesse-les-liberaux-abandonnent-nos-jeunes>
- MYLES, Brian. 2015. *Le mammoth libéral décortiqué. Le projet de loi 28 met dans la même marmite des hausses de tarifs, des investissements publics, des dépenses, etc. Il y a même des dispositions fixant les tarifs des permis... pour les matériaux de remboursement !* L'Actualité. Le 26 avril 2015. En ligne : http://www.lactualite.com/actualites/politique/le-mammoth-liberal-decortique/?utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Facebook
- PRESSE-TOI À GAUCHE. 2015. *1er mai 2015 : Journée de grèves, d'actions, de mobilisations sociales et de perturbations économiques*. Le 21 avril 2015. En ligne : <http://www.pressegauche.org/spip.php?article21826#.VUDeIL6x0yl.facebook>
- WIKIPÉDIA. *Mouvement des Indignés*. Dernière mise à jour le 26 avril 2015. En ligne : http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_des_Indign%C3%A9s

Sites Internet

Association pour une solidarité syndicale étudiante : <http://www.asse-solidarite.qc.ca/>

Centrale des Syndicats du Québec : <https://www.facebook.com/lacsq>

Confédération des Syndicats nationaux (CSN) : <http://www.csn.qc.ca/web/csn>

[/menu_accueil](#);jsessionid=AB5F95CCA0EB07EA132311320D994F06

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ). Zone militante : <http://www.fiqsante.qc.ca/fr/contents/pages/bienvenue-dans-la-zone-militantes.html>

Touche pas à mes régions! Pour le développement et la vitalité du Québec : <http://touchepasamesregions.ca/>

Québec Solidaire : <http://www.quebecsolidaire.net/>

Annexe 1. Le projet de loi 28 décortiqué (Brian Myles)

« Le projet de loi 28, ce mammouth libéral, été adopté à toute vitesse en début de semaine pour clore la session parlementaire à l'Assemblée nationale.

Son titre, d'une subtile complexité, est très révélateur : Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016. C'est le «principalement» qui compte dans cette histoire.

Le projet de loi met dans la même marmite des hausses de tarifs, des investissements publics, des dépenses, des modifications aux règles de gouvernance de Fondation (CSN) et du Fonds de solidarité de la FTQ, et j'en passe. Il y a même des dispositions fixant les tarifs des permis... pour les matériaux de rembourrage !

Le projet ratisse beaucoup plus large que l'atteinte de l'équilibre budgétaire, d'où l'importance du «principalement» dans le titre. L'actualité a passé en revue les 108 pages du mammouth législatif, qui a modifié 59 lois et 8 règlements. En voici les points saillants.

Services de garde. Le projet introduit des nouveaux tarifs en fonction du revenu familial. Le tarif de base reste à 7,30 \$ par jour, mais il pourra monter jusqu'à 20 \$ pour les familles plus fortunées. Selon les estimations de Québec, le tiers des familles ne subiront aucune hausse de tarif, et six familles sur 10 débourseront moins de 9 \$ par jour.

Pharmaciens. Le projet étend le pouvoir du ministre de la Santé en lui permettant de fixer les tarifs demandés par les pharmaciens, ce qui entraînera des baisses d'honoraires de 177 millions. Il introduit de nouveaux actes à compenser aux pharmaciens, tout en les forçant à accepter le quart du tarif habituel pour les prescriptions des personnes âgées. Le projet donne aussi au ministre de la Santé le pouvoir de négocier des ententes secrètes avec les sociétés pharmaceutiques sur le coût des médicaments payés par l'État.

Exploitation minière. Le gouvernement Couillard se lance dans l'exploitation minière et pétrolière. Le projet transforme Capital Mines Hydrocarbures (un fonds lancé en 2012) pour le placer sous la gouverne du ministère du Développement économique. Ce fonds, doté d'une enveloppe d'un milliard, permettra à Québec de prendre des participations dans les entreprises qui exploitent le sous-sol du Québec ou qui sont actives dans la transformation. Ce faisant, le gouvernement ferme la porte aux opposants du développement des filières minière et pétrolière.

Secret minier. Le projet répond à une exigence des compagnies minières. Au nom du secret commercial, elles ne seront plus forcées de dévoiler certaines données cruciales pour quiconque s'intéresse au développement durable, soit la quantité et la valeur du minerai extrait.

Bars et restos-bars. Les établissements seront forcés de conserver une trace papier de toutes leurs transactions. À titre d'exemple, un bar qui exige un droit d'entrée à ses clients devra leur remettre une facture. Les bars et les restos-bars seront aussi forcés d'installer des modules d'enregistrement des transactions (les fameux mouchards). La mesure, destinée à lutter contre l'évasion fiscale, annonce des lendemains qui déchantent, des faillites et des fermetures pour certains établissements dépendants de l'argent liquide.

Construction. Toujours dans l'optique de lutter contre l'évasion fiscale, le projet impose des exigences accrues dans l'industrie de la construction. Les entrepreneurs et leurs sous-traitants devront obtenir une attestation de Revenu Québec pour tout contrat de 25 000 \$ et plus, sous peine d'amendes salées.

Gouvernance. Le projet réduit l'influence syndicale dans les affaires de Fondation (CSN) et du Fonds de solidarité de la FTQ. Les modifications à la composition des conseils d'administration feront en sorte que les candidats indépendants y seront majoritaires. Deux comités fort importants (éthique et gouvernance et ressources humaines) seront constitués en majorité d'administrateurs indépendants. Ces comités assumeront des tâches importantes en ce qui a trait au recrutement des administrateurs au conseil et à l'embauche et à l'évaluation de la performance du p.-d.g.

Gel des primes. Le projet reconduit pour un an seulement le gel des primes fondées sur le rendement pour les hauts fonctionnaires de l'État. Ces primes seront dorénavant attribuées en fonction de l'atteinte de cibles de résultat net. Les dirigeants des sociétés d'État sont cependant exemptés du gel.

Gouvernance municipale. Le projet abolit deux instances municipales importantes, au grand dam des élus locaux : les Conférences régionales des élus (CRE) et les Centres locaux de développement (CLD).

Finances publiques. Le gouvernement Couillard refuse de créer un poste de directeur parlementaire du budget, comme à Ottawa. Le projet accorde au Vérificateur général la responsabilité de produire un rapport sur l'état des finances publiques avant les élections.

Fonds des générations. Le projet fait passer de 100 millions à 500 millions par année les sommes virées au Fonds, en puisant dans la cagnotte de la taxe sur les boissons alcoolisées. Ce fonds vise à réduire la dette publique, évaluées à 206 milliards de dollars.

Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique. Le projet fait passer la contribution de Québec de 55 à 60 millions par année, pour faire la promotion du sport et de l'activité physique.

Sans même faire le débat sur la pertinence ou non des mesures proposées par le gouvernement Couillard, un constat s'impose. Le projet de loi 28 est si vaste, et il touche à tellement de domaines, qu'il est impossible de faire un débat éclairé sur ses effets bénéfiques et ses inconvénients. Le mammouth est simplement trop gros à digérer.

Le gouvernement aura réussi, d'une main de maître, à court-circuiter l'Assemblée nationale pour asseoir le pouvoir de l'exécutif sur le législatif (http://www.lactualite.com/actualites/politique/le-mammouth-liberal-decortique/?utm_campaign=Echobox&utm_medium=Social&utm_source=Facebook).

Copyright © 2015 Global Research